



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

La Ministre

Autorisation N°: EAU/AUT/12/0681

La Ministre de l'Environnement,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 23 novembre 2012 présentée par le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES), Route de Lultzhausen, L-9650 Esch-sur-Sûre, aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'exploitation des eaux souterraines sur le site de forages utilisés comme solution de secours à Scheidhof ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Le Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) est autorisé à exploiter les eaux souterraines sur le site de forages utilisés comme solution de secours à Scheidhof, selon les conditions suivantes :

En ce qui concerne l'exploitation des captages de Scheidhof

1. Les codes nationaux des captages de Scheidhof sont FCS-403-06 (SH-15-1), FCS-403-05 (SH-15-2), FCS-403-01 (SH-15-3), FCS-403-02 (SH-15-4), FCS-403-23 (SH-15-5). Prière d'utiliser ces codes pour toute correspondance future avec l'Administration de la gestion de l'eau (courrier, analyses d'eau, etc.).
2. La mise en conformité des captages devra comprendre les travaux mentionnés dans le dossier technique sous les rubriques « Ad hoc Beurteilung ».
3. Les forages-captages ne seront exploités qu'en cas de nécessité et temporairement comme solution de secours pour l'alimentation en eau potable ainsi que pour l'entretien et le nettoyage des infrastructures d'eau potable. Une exploitation en continu des captages pour répondre aux besoins courants d'approvisionnement en eau potable n'est pas autorisée. Les écosystèmes terrestres et aquatiques, qui dépendent ou sont associés aux eaux souterraines sollicitées, ne doivent en aucun cas être impactés par les pompages.
Plus concrètement, l'exploitation du site de captages ne doit pas entraîner une diminution de plus de 10% des débits moyens des sources d'eau souterraine, qui sont situées dans le rayon d'influence des forages-captages de la solution de secours de Scheidhof, tel que défini dans l'étude « Grundwasseranagementplan Luxemburger Sandstein » réalisée en 2010.
4. Des niveaux piézométriques seuils, qui correspondent à une diminution de 10% des débits moyens des sources d'eau souterraine, comme prémentionné, seront déterminés au préalable.

Bureau:

Adresse postale :
L-2918 Luxembourg

4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél. : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 40 04 10

5. Un réseau de surveillance des niveaux d'eau souterraine, par le biais de forages d'observation, devra être mis en place pour déceler un éventuel abaissement des niveaux piézométriques en dessous de ces niveaux seuils. L'équilibre entre les prélèvements et le renouvellement des eaux souterraines doit être assuré pour que les objectifs environnementaux pour les eaux souterraines soient atteints conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

L'étude « Grundwassermanagementplan Luxemburger Sandstein » établie en 2010 servira de référence pour définir ce réseau de surveillance, qui fera par la suite partie intégrante du programme de mesure conformément à l'article 44 de la loi précitée.

Ce réseau de surveillance est à mettre en place conjointement par le syndicat d'eau potable SEBES et l'Administration communale de Hesperange au plus tard 1 an après l'entrée en vigueur de la présente autorisation. La disposition du réseau, les fréquences de mesures, ainsi que la représentation des résultats sont à approuver par l'Administration de la gestion de l'eau.

Les résultats des observations sont à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau tous les 6 mois et au plus tard 6 semaines après la fin d'une période d'exploitation des forages de plus d'un mois.

6. Dans le cas où les niveaux des eaux souterraines resteraient inférieurs aux niveaux-seuils précités pendant une durée de 3 mois, l'Administration de la gestion de l'eau est à informer sans délais. Une réévaluation du régime d'exploitation des eaux souterraines sur le site des forages de la solution de secours de Scheidhof devra alors rapidement être réalisée afin de respecter les critères définis précédemment. Les conclusions et décisions devront être présentées à l'Administration de la gestion de l'eau.
Dans le cas où une réévaluation du régime d'exploitation s'avérerait impossible sans mettre en péril la sécurité d'alimentation en eau destinée la consommation humaine, l'Administration de la gestion de l'eau est à informer par courrier. Une description détaillée de la situation, convenablement expliquée et argumentée, sera alors attendue.
7. La quantité maximale d'eau prélevée ne doit pas dépasser 15.000 m³/j et 465.000 m³/mois sur une période de deux mois par an. La quantité annuelle maximale d'eau prélevée doit être inférieure à 930.000 m³/an.
8. La présente autorisation est valable jusqu'au 22 décembre 2024. Une réévaluation des débits prélevés au niveau des forages de la solution de secours de Scheidhof sera à réaliser sur base des résultats du réseau de surveillance mentionné ci-dessus. Une demande de renouvellement des volumes à prélever sera à introduire, conformément à l'article 23, § 1, point a) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, au plus tard pour le 22 décembre 2023.
9. Un dispositif de comptage du volume d'eau exploité est à installer. Conformément à l'article 15 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une taxe de prélèvement, assise sur le volume d'eau prélevé annuellement, sera à verser à l'Etat. Un relevé des prélèvements mensuels est à joindre à la déclaration relative à la taxe de prélèvement.
10. L'eau extraite du forage ne peut être utilisée à des fins de distribution d'eau potable que si elle est conforme aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.
11. En cas d'abandon des captages, une remise en état par colmatage est à effectuer, dans les règles de l'art, par une entreprise spécialisée. L'Administration de la gestion de l'eau est à avertir par écrit en temps utile.

En ce qui concerne le réservoir de stockage de l'eau potable et la station de pompage

12. Le code national du réservoir de stockage de l'eau potable est le RES-405-24.
Le code national de la station de pompage est le SPS-405-15.
Prière d'utiliser ces codes pour toute correspondance future avec l'Administration de la gestion de l'eau (courrier, analyses d'eau, etc.).

13. Etant donné que le temps de séjour de l'eau dans le réservoir peut dépasser 3 jours, il sera nécessaire de s'assurer que l'eau distribuée est bien conforme aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.
Dans le cas où la durée de stockage de l'eau dépasserait 3 jours et que cette eau servirait à alimenter le réseau public d'eau potable, une désinfection est obligatoire. Une concentration en chlore résiduel comprise entre 0.1 mg/l et 0.25 mg/l devra être manifeste et prouvée par des mesures.
14. Les cuves de stockage doivent être hermétiquement isolées de la chambre des vannes.
15. Ni les cuves de stockage ni la chambre à vannes ne sont exposées à la lumière du jour.
16. La pose de joints en silicone ou en mousse autour des portes et fenêtres donnant accès aux cuves de stockage est proscrite.
17. Aucun orifice des cuves de stockage ne doit directement donner sur l'extérieur.
18. Les entrées d'air du réservoir et de la station de pompage sont protégées contre la pénétration des eaux de surface, des eaux pluviales, de la poussière et de la microfaune.
19. L'aération des cuves de stockage est protégée contre l'introduction de polluants.
20. Les conduites de vidange et de trop-plein sont munies d'un système de protection multibarrière contre le retour d'eau et la pénétration d'animaux.
21. Les conduites de vidange et de trop-plein ne sont pas directement raccordées à une canalisation d'égout domestique, unitaire ou pluviale et doivent déverser les eaux à une hauteur de 30 cm au-dessus du filet d'eau dans un regard de contrôle intermédiaire.
22. La fréquence minimale des visites de contrôle du réservoir et de la station de pompage est d'une visite par semaine.
23. La fréquence minimale des contrôles de la qualité de l'eau stockée dans le réservoir est fixée à 2 contrôles de routine par an.
24. La fréquence minimale d'entretien et de nettoyage des cuves de stockage est d'une opération par an.

En ce qui concerne la station de traitement

25. Les codes nationaux des stations de traitement par aération et par chloration sont respectivement TAE-405-25 et STMS 3.
Prière d'utiliser ces codes pour toute correspondance future avec l'Administration de la gestion de l'eau (courrier, analyses d'eau, etc.).
26. Pour le bon fonctionnement et l'entretien des stations de traitement, les directives et instructions du fabricant sont à respecter.
27. Les matériaux en contact avec le chlore doivent être anticorrosifs.
28. La fréquence minimale de la surveillance de la qualité de l'eau traitée est fixée à deux contrôles de routine par an : un avant la station de traitement et un après la station.
Les paramètres, pour lesquels un traitement est nécessaire afin de distribuer une eau conforme aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, doivent également être analysés chaque année, avant et après la station de traitement.
29. En cas de non-conformité des analyses, l'Administration de la gestion de l'eau est à avertir sans délais par courrier et par mail (protection@eau.etat.lu).
30. La fréquence minimale des visites des stations de traitement est d'une visite par semaine.
31. Les différents procédés de traitement doivent faire l'objet d'un suivi hebdomadaire.
32. Toutes les manipulations de transvasement de produits chimiques liquides lors des livraisons doivent se faire sur une aire étanche aménagée à cet effet.

L'Administration de la gestion de l'eau doit être informée du commencement et de l'achèvement des travaux.

L'autorisation devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés

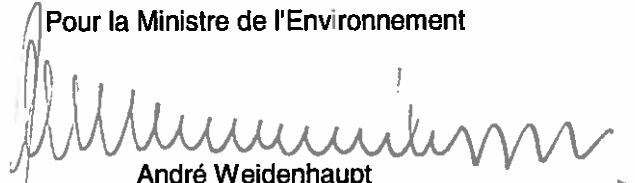
- n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
- ont chômé pendant deux années consécutives ;
- ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
- ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

Cette autorisation couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.

Une copie de la présente sera adressée à l'Administration communale de Sandweiler.

Luxembourg, le - 2 MARS 2017

Pour la Ministre de l'Environnement



André Weidenhaupt
Premier Conseiller de Gouvernement

Contre la présente décision un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Documents annexés :

- Demande du 23 novembre 2012
- Dossiers techniques